



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 30 octobre 2025

Le PIB mexicain se serait contracté de 0,3 % en glissement trimestriel (g.t.) au T3 2025, d'après l'estimation préliminaire de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

L'économie mexicaine a ainsi interrompu sa reprise, après deux trimestres consécutifs de croissance (+0,3 g.t. au T1 ; +0,6 % g.t. au T2).

Cette performance négative au T3 2025 s'explique principalement par le repli du secteur secondaire, en baisse de 1,5 % g.t., qui n'a pas été compensé par le secteur tertiaire resté atone (+0,1 % g.t.). Le secteur primaire a en revanche enregistré une reprise, affichant un taux de croissance de 3,2 % g.t..

En variation annuelle et selon les chiffres corrigés des variations saisonnières, le PIB préliminaire du T3 2025 a également reculé de 0,3 %. La dernière prévision du FMI pour 2025 (1 %) apparaît optimiste au regard de l'estimation du consensus de marché (0,5 %) et de ce dernier chiffre de croissance.

LE CHIFFRE A
RETENIR

-0,3 %

Estimation Opportune du
PIB de l'INEGI (en g.t.)

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'agence de notation Fitch a relevé sa prévision de croissance pour le Mexique de -0,1 % en juin dernier à 0,4 %, écartant la perspective d'une contraction de l'activité. Malgré cette révision à la hausse, l'agence avertit que « *la faible croissance économique du Mexique complique le chemin vers la consolidation budgétaire* ». Les prévisions pour 2026 tablent sur une croissance de 1,2 %, qui resterait inférieure au 1,4 % atteint en 2024 et encore loin de la moyenne de 2,5 % enregistrée avant la pandémie. Les droits de douane américains constituent un élément clé des prévisions de Fitch concernant la croissance économique tout comme « *les signes d'aversion au risque parmi les marchés émergents* » ou « *les chocs financiers potentiels qui pourraient provenir des marchés développés* ». Pour rappel, l'agence de notation Fitch a confirmé la note souveraine du Mexique à BBB- avec perspective « stable » en avril dernier, saluant la politique macroéconomique prudente, les finances extérieures solides et la diversification de l'économie. La note de crédit souverain attribuée au Mexique se situe au niveau le plus bas de la catégorie investissement (*investment grade*) mais la perspective « stable » indique qu'il n'y a pas de risque de dégradation à court terme.

À quelques jours de l'échéance fixée au 1^{er} novembre, les États-Unis ont accepté de repousser de plusieurs semaines l'application d'une taxe douanière généralisée de 30 % sur les importations mexicaines. Cette décision a été prise à l'issue d'un bref échange téléphonique entre la présidente Claudia Sheinbaum et son homologue Donald Trump, tenu samedi 25 octobre. Selon la cheffe de l'État, ce nouveau délai a pour objectif de laisser aux deux gouvernements le temps de finaliser un accord concernant les 54 barrières non tarifaires que les États-Unis jugent obstacles à un commerce équilibré. Cette deuxième suspension intervient après une première exemption temporaire décidée le 1^{er} août, qui conditionnait le maintien d'un tarif réduit à 25 % à des progrès du Mexique dans la lutte contre le narcotrafic et la gestion migratoire. Les volets sécuritaire et migratoire n'ont pas été abordés lors de ce nouvel entretien, la présidente Sheinbaum affirmant que les deux pays disposent déjà d'un « bon niveau de coopération » sur ces questions. Le milieu des affaires mexicain a salué cette décision permettant d'éviter un choc immédiat sur les exportations, qui ont progressé de 13,8 % g.a. en septembre pour atteindre 56,5 Mds USD, dont 84 % à destination du marché américain. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, doit poursuivre cette semaine les discussions techniques avec ses homologues américains en marge du forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en Corée du Sud, afin de finaliser un compromis avant la prochaine révision du T-MEC. Malgré les tensions commerciales et le maintien de droits sectoriels sur certains produits (acier, aluminium, automobile, tomates), la stratégie de dialogue privilégiée par le gouvernement mexicain semble, pour l'heure,

préserver la stabilité de la relation bilatérale avec les Etats-Unis et la confiance sur les marchés.

Le peso s'est légèrement déprécié face au dollar suite à la baisse de 25 points de base (pdb) du taux d'intérêt directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le taux de politique monétaire américain s'établit désormais dans la fourchette comprise entre 3,75 et 4,0 % (contre 7,5 % pour le taux mexicain). Malgré la baisse attendue de 25 pdb ce mercredi 29 avril, le peso mexicain a clôturé cette journée à 18,47 MXN/USD, en baisse de 0,21 % par rapport à la clôture précédente. L'autorité monétaire américaine a fait valoir que les risques de baisse de l'emploi aux États-Unis ont augmenté, que l'activité économique progresse à un rythme modéré et que l'inflation a légèrement augmenté, ce qui complique les décisions de politique monétaire. A cet égard, le président de la Fed a déclaré qu'un troisième ajustement consécutif en décembre, comme le prévoit le consensus de marché, n'est pas garanti.

Sectoriel

Les États-Unis ont annoncé une série de mesures restrictives contre l'aviation mexicaine, effectives à partir du 7 novembre. Ces mesures de représailles ont été prises suite à la prohibition des opérations de fret au départ de l'Aéroport International de Mexico (AICM) et à leur transfert vers l'aéroport Felipe Angeles (AIFA), jugé anticoncurrentiel. Le Département des Transports (DOT) américain a annoncé la fermeture de 13 liaisons aériennes partant de l'AICM et de l'AIFA (affectant les compagnies aériennes Aeroméxico, Volaris et Viva) à destination de plusieurs villes américaines. Il bloque également toute nouvelle demande de liaisons reliant les États-Unis à l'AICM ou à l'AIFA, et prohibe provisoirement le transport de fret sur vols passagers depuis l'AICM. Washington reproche à Mexico la gestion opaque des créneaux de décollage et d'atterrissage et le décret présidentiel excluant le fret de l'AICM. Pour rappel, le DOT a déjà révoqué l'immunité antitrust entre la compagnie aérienne américaine Delta et la compagnie nationale Aeroméxico (effective à compter du 1er janvier 2026) et impose depuis le 19 juillet une autorisation préalable pour les vols charter mexicain.

La Commission Fédérale d'Électricité (CFE) du Mexique prévoit d'augmenter de 40 % la capacité de production électrique nationale d'ici 2030, grâce à un plan d'expansion prévoyant la construction 40 nouvelles centrales et mettant l'accent sur les énergies renouvelables. La capacité de production devrait passer de 54 823 MW à près de 77 000 MW et la part d'énergie renouvelable serait portée à 38 % de la production totale. Le programme, coordonné par le ministère de l'Énergie (SENER) inclut en outre des investissements majeurs dans le stockage énergétique (2 216 MW), la construction de 6 735 km de lignes de transmission et la modernisation du réseau national. Selon la directrice générale, Emilia Calleja Alor, ce programme, rendu possible par la réforme constitutionnelle de l'énergie, consolide un nouveau modèle énergétique plus durable, axé sur la réduction des émissions et le renforcement de la souveraineté énergétique du Mexique.

Le gouvernement de l'État de México (EDOMEX) a démantelé un réseau criminel distribuant de l'eau avec des surcoûts allant jusqu'à 60 %. Le gouvernement d'EDOMEX a conduit ce mercredi 29 octobre des déploiements simultanés dans 48 municipalités afin de démanteler les réseaux dédiés au vol et à la commercialisation illégale d'eau (« *Operación Caudal* »). L'eau volée, seulement chlorée et non potable, était distribuée via des camions-citernes illégaux. Les autorités ont saisi 322 camions, 37 véhicules, perquisitionné 189 sites et découvert 51 puits et 138 connexions clandestines. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle loi générale sur l'eau (*Nueva ley de Aguas*) qui prévoit de garantir 60 litres par jour par personne, d'éradiquer le marché noir et de restaurer la régulation étatique. Les concessions seraient révisées chaque année, ne pourraient plus être transférées, héritées ou vendues, et pourraient être révoquées après deux ans d'inutilisation, avec attribution des volumes par la Commission nationale de l'eau (Conagua) sans plus-value lors de ventes de terres. Actuellement, 58 % de la population a accès quotidiennement à l'eau (64 % en zone urbaine et 39 % en zone rurale), les disparités régionales restant fortes.

Finances publiques

Le Service d'Administration Fiscale (SAT) devrait auditer 16 200 contribuables en 2026 (0,02 % du total), ciblant ceux présentant des comportements fiscaux à haut risque. En particulier, l'autorité fiscale contrôlera l'année prochaine 1 200 grands contribuables (soit 6,3 % du total des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 68 M USD), 12 000 PME (0,02 % du total) et 3 000 entreprises de commerce extérieur (2,5 % du total). Suite à l'approbation par le Congrès du Code fiscal fédéral compris dans le *Paquete Economico 2026*, l'administration fiscale disposera l'année prochaine de pouvoirs accrus pour lutter contre les sociétés de facturation et contrôler de manière plus approfondie le respect des obligations fiscales. Une attention particulière sera accordée à l'audit des contribuables qui présentent des incohérences entre leurs importations et leurs ventes, ceux qui effectuent des opérations avec des paradis fiscaux ou qui paient un faible taux effectif par rapport à leur secteur d'activité.

L'entreprise nationale pétrolière (Pemex) continue de subir de lourdes pertes (3,3 Mds USD au T3 2025) malgré le plan de soutien de l'Etat. La production de pétrole aurait chuté de près de 7 % g.a. à 1,65 million de barils par jour, tandis que la production de gaz naturel a légèrement diminué à 3,73 milliards de pieds cubes par jour. Le raffinage de pétrole a progressé, mais la dette totale de la compagnie a augmenté à 100,3 Mds USD à fin septembre, contre 98,8 Mds USD au trimestre précédent. Le gouvernement mexicain avait annoncé en août un plan massif pour rendre Pemex financièrement autonome d'ici 2027. Malgré ce soutien, les inquiétudes persistent concernant les infrastructures vieillissantes et les raffineries déficitaires. La production mexicaine reste proche de la moitié de son niveau maximal d'il y a vingt ans, et le déficit fiscal de Pemex avec le gouvernement pourrait atteindre 31 Mds USD en 2025. Pour relancer l'extraction, le gouvernement cherche

à attirer des partenaires privés et envisage d’ouvrir le secteur au *fracking* (fracturation hydraulique), une mesure qui représenterait un virage significatif par rapport à la position antérieure de la présidente Sheinbaum. La dette de Pemex envers ses fournisseurs et sous-traitants a atteint un record historique d’environ 28 Mds USD, en hausse de 20 % par rapport au premier semestre 2025. Entre janvier et septembre, seul l’équivalent de 16,3 Mds USD a été réglé, le niveau le plus bas depuis 2020. La compagnie prévoit d’accélérer les paiements pour atteindre au moins 9,8 Mds USD avant la fin de l’année, avec des versements échelonnés jusqu’en février 2026, dans le cadre d’un objectif de « bilan à zéro » sur la dette fournisseurs.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	30/10/2025
Bourse (IPC)	2,39%	23,82%	62 889,86 points
Change MXN/USD	0,60%	-7,51%	18,53
Change MXN/EUR	0,28%	-1,68%	21,44
Prix du baril mexicain	2,88%	-7,46%	57,56

Amérique centrale

Costa Rica

S&P Global Ratings a relevé la note souveraine du Costa Rica de BB- à BB avec une perspective « stable », soulignant la performance fiscale, la robustesse des réserves internationales et la vitalité des exportations. Cette note serait la plus haute jamais atteinte par le pays depuis plus de dix ans. S&P souligne que le Costa Rica aurait renforcé ses réserves internationales grâce au dynamisme des exportations et des investissements directs étrangers (IDE), et à son accès aux financements internationaux. L’agence prévoit également une croissance de 4,2 % en 2025 qui se stabiliserait ensuite autour de 3,5 % par an entre 2026 et 2028, portée par les zones franches et les secteurs de la fabrication technologique, des

services et du tourisme. S&P ajoute que le pays aurait réussi à réduire son déficit budgétaire et à maintenir des excédents primaires au cours des dernières années, bien que le coût élevé des intérêts de la dette reste un défi structurel.

Les exportations de biens du Costa Rica ont augmenté de 15 % entre janvier et septembre 2025 par rapport à la même période en 2024, atteignant 16,9 Mds USD, d'après l'agence de promotion du commerce extérieur (Procomer). Les exportations de services auraient quant à elles augmenté de 5 % au T2 2025, atteignant un montant total de 5,6 Mds USD. La hausse des exportations de biens, s'expliquerait par le dynamisme des exportations (i) du secteur des dispositifs médicaux (+31 %) ; (ii) du secteur chimique et pharmaceutique (+15 %) ; (iii) du secteur électrique et électronique (+8 %). Quant aux exportations de services, elles ont été tirées par (i) les services financiers (+28 %) ; (ii) les services aux entreprises (+4 %) ; (iii) l'information et les télécommunications (+6 %).

El Salvador

Le coût du panier alimentaire moyen en zone rurale a augmenté de 8,4 % g.a. en septembre 2025 contre 0,8 % g.a. en zone urbaine. Les statistiques de l'Organisme de Défense du Consommateur mettent en évidence une forte pression inflationniste sur les céréales de base. En effet, le quintal de maïs a augmenté de 56,4 % entre janvier et septembre 2025. De plus, sur la même période, le prix du quintal de haricots rouge a progressé de 5,1 %. Ces évolutions s'expliquent par une récolte insuffisante en raison de phénomènes climatiques en 2024 qui ont affecté la production agricole.

Le Salvador a enregistré un déficit commercial de 8,2 Mds USD entre janvier et septembre 2025, selon la Banque centrale de Réserve (BCR). Ce déficit a progressé de 19 % g.a., s'élevant à 6,8 Mds en 2024. Les exportations de biens et de services entre janvier et septembre ont totalisé 5,1 Mds contre 13,3 Mds pour les importations. Les Etats-Unis demeurent le principal partenaire commercial du pays et totalisent 39 % de ses exportations et 30 % de ses importations. En Amérique centrale, le Guatemala suivi du Honduras sont les deux premiers partenaires du Salvador sur cette période.

Guatemala

L'Administration fiscale guatémaltèque (SAT) a présenté son Plan stratégique institutionnel pour la période 2026-2030. Ce plan repose sur cinq axes de transformation destinés à moderniser le fonctionnement de la SAT et à renforcer son efficacité : (i) le paiement volontaire des impôts ; (ii) la gestion des risques ; (iii) la facilitation du commerce ; (iv) la transformation numérique et le renforcement institutionnel. À travers ces axes, la SAT vise à porter la pression fiscale à 12,7 % du PIB d'ici 2030, à augmenter le pourcentage de contribuables effectifs à 76 %, à réduire l'évasion liée à la TVA de 4,8 % et celle de l'impôt sur le revenu de 16,3 %

ainsi qu'à diminuer de 10 % le temps de dédouanement effectif. Le montant total des recettes de la SAT devrait atteindre environ 14 Mds USD d'ici la fin de l'année.

Le président guatémaltèque Bernardo Arévalo a dénoncé une « tentative de coup d'État institutionnel » contre son gouvernement à la suite d'actions judiciaires visant à affaiblir son parti Movimiento Semilla. Le juge Fredy Orellana a demandé au Tribunal Suprême Electoral (TSE) de déclarer la nullité du parti présidentiel et d'annuler les mandats de ses élus à la demande du Parquet spécial contre l'impunité (FECI) du Ministère Public (MP). Le TSE s'est néanmoins prononcé contre la requête du Ministère Public et a réaffirmé la validité définitive des résultats des élections de 2023. Le président Arevalo a appelé la communauté internationale à soutenir la démocratie dans le pays. L'Organisation des Etats Américains (OEA) a exprimé sa préoccupation face à la situation et a annoncé la tenue d'une session extraordinaire de son Conseil permanent le 30 octobre.

Selon l'Association Guatémaltèque des Exportateurs (Agexport), 45 % des exportations du pays pourraient être affectées par les difficultés logistiques du port de Santo Tomas de Castilla. Ce terminal portuaire traite 30 % de l'ensemble des conteneurs du pays, pour un montant journalier de 10 M USD. Ce port est essentiel pour les exportations guatémaltèques de produits frais et de produits textiles. Le nombre de conteneurs déplacés par heure a considérablement baissé. Il est aujourd'hui de 5 à 6 par heure contre 20 à 30 auparavant. Le temps moyen de déchargement par bateau a également doublé et oscille désormais entre 15 et 20 heures. Agexport a indiqué que la poursuite de cette situation menacerait la compétitivité du Guatemala, sa réputation de partenaire commercial fiable ainsi que les revenus de milliers de travailleurs du secteur exportateur.

Honduras

La Banque de développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF) et le Honduras ont signé un accord portant sur un prêt de 160 M USD. Celui-ci visera à moderniser le Corridor occidental CA-4. Il s'agit d'un axe routier majeur qui relie la région occidentale du Honduras au reste du pays et aux pays voisins du CA-4. Il fait partie du Réseau Routier International d'Amérique Centrale (RICAM). Ce corridor permet d'acheminer les exportations et importations du pays depuis la côte Caraïbe et améliore l'accès aux marchés régionaux des autres pays du CA-4. Ce projet de modernisation est en cours depuis plusieurs années. En plus de ce prêt de 160 M USD, la CAF a débloqué une aide d'urgence de 250 000 USD dans le cadre des fortes pluies ayant affectées le pays.

Les exportations agricoles du Honduras ont chuté de 22,9 % g.a. entre janvier et août 2025. Elles sont passées de 617 M USD sur cette période en 2024 à 476 M USD en 2025 selon la Banque centrale du Honduras (BCH). Cette baisse s'explique principalement par les difficultés du secteur bananier. Les volumes exportés ont diminué de 17 % g.a. en raison des catastrophes climatiques de 2024 qui ont détruit de nombreuses cultures. De plus, le prix mondial moyen des bananes a baissé de

23,5 % g.a., en lien avec la forte compétitivité des principaux pays producteurs que sont la Colombie et l'Équateur. Au cours des huit premiers mois de l'année, les exportations agricoles ont représenté 5,5 % des exportations totales, qui se sont élevées à 8,6 Mds USD.

Nicaragua

Au S1 2025, l'économie nicaraguayenne a progressé de 3,9 % g.a., portée principalement par les secteurs de la construction (+10 % g.a.), de l'hôtellerie-restauration (+7 % g.a.) et de l'intermédiation financière (+4,9 % g.a.). Pour 2025, la Banque centrale du Nicaragua (BCN) anticipe une croissance comprise entre 3 et 4 %, une inflation située entre 2 et 3 %, ainsi qu'un taux de chômage autour de 3 %. Les exportations ont atteint 3,9 Mds USD au S1 2025 (+13 % g.a.) et devraient s'élever à près de 8 Mds USD sur l'ensemble de l'année. Pour 2026, la BCN prévoit une croissance du PIB de 4 % et un taux d'inflation compris entre 2 et 2,5 % g.a..

Le Bureau du Représentant au Commerce des États-Unis (USTR) a conclu que les pratiques du régime Ortega-Murillo constituent une restriction au commerce américain, ouvrant à la voie l'imposition de lourdes mesures de rétorsion commerciale. L'USTR a dénoncé les violations des droits du travail, des droits humains et du démantèlement de l'État de droit. Sur cette base, une procédure a été ouverte au titre de la Section 301 de la loi sur le commerce de 1974, autorisant l'adoption de mesures de rétorsion commerciale. Parmi les options envisagées figurent la suspension de la participation du Nicaragua au traité de libre-échange CAFTA-DR et l'imposition de droits de douane pouvant atteindre 100 %, à effet immédiat ou dans un délai de 12 mois. L'USTR a ouvert une consultation publique jusqu'au 19 novembre 2025 avant toute décision finale.

Le gouvernement nicaraguayen a octroyé 3 nouvelles concessions minières pour un total de 55 275 hectares. Deux de ces concessions ont été accordées aux entreprises chinoises Thomas Metal et Brother Metal et la troisième au nicaraguayen Global Group. Au cours des deux dernières années, 30 concessions ont été concédées aux entreprises minières chinoises par le régime sandiniste, pour un total de 700 000 hectares. En 2024, les exportations nicaraguayennes de produits miniers ont atteint 1,4 Md USD, en hausse de 20 % g.a..

Panama

L'Autorité du canal de Panama (ACP) a présenté à une vingtaine d'opérateurs maritimes internationaux ses projets de développement portuaire sur les deux rives du canal, un investissement estimé à 2,6 Mds USD. Les deux projets principaux : l'un à Corozal, sur la côte Pacifique, et l'autre à Isla Telfers, sur la côte Atlantique, pourraient être développés par le biais de concessions. Parmi les entreprises présentes figuraient notamment APM Terminals et Maersk Line (Danemark),

COSCO (Chine), CMA CGM (France), DP World (Émirats arabes unis), Hapag-Lloyd et Hanseatic Global Terminals (Allemagne), MOL (Japon), PSA International (Singapour), SSA Marine - Grupo Carrix (États-Unis), Terminal Investment Limited - MSC (Suisse), ONE (Japon), Yang Ming et Evergreen (Taïwan), HMM (Corée du Sud), OOCL (Hong Kong), Port of Houston (États-Unis) et ZIM (Israël). L'ACP prévoit de réaliser une étude de marché et de faisabilité pour les deux terminaux, avant d'élaborer un plan directeur qui servira de base au lancement d'un processus spécial de sélection du concessionnaire, lequel devra d'abord satisfaire aux critères de préqualification fixés par l'ACP. Le processus de sélection pourrait débuter au dernier trimestre 2026. L'impact économique du projet est estimé entre 0,4 et 0,8 % du PIB. Par ailleurs, l'ACP souligne que la construction pourrait générer plus de 8 milles emplois, auxquels s'ajouteraient quelque 9 000 postes supplémentaires lors de la mise en service des terminaux, incluant les emplois directs, indirects et induits.

Le président José Raúl Mulino a promulgué le mercredi 29 octobre la loi n° 293, qui approuve le budget général de l'État pour l'année 2026, d'un montant total de 34,9 Mds USD, le plus élevé de l'histoire du pays. Ce budget intègre un programme d'investissements de 11,2 Mds USD qui seraient destinés à stimuler l'économie et générer de l'emploi. Le président souligne que la répartition budgétaire suivrait une approche sociale, qui prioriserait les besoins de la population et garantirait la prestation de services essentiels : 10 Mds seraient alloués à la santé, et près de 5,7 Mds à l'éducation. Le document prévoit également une consolidation budgétaire, avec une réduction du déficit de 4,0 % du PIB en 2025 à 3,5 % en 2026, conformément à la loi sur la responsabilité sociale fiscale.

Le crédit total aurait atteint 42,4 Mds USD à la fin du mois de septembre 2025, selon le dernier rapport de la société d'information et d'analyse de crédit APC Experian. Cette dernière souligne que le système de crédit affiche une certaine stabilité, avec un taux de morosité total de 6,5 % en septembre 2025, contre 7,4 % pour la même période en 2024, ce qui reflèterait une meilleure gestion des risques et à un comportement de paiement plus discipliné. Selon le rapport, le pays compterait 2,39 millions de personnes ayant au moins un dossier de crédit ou de financement, dont 2,09 millions sont panaméens et 304 mille étrangers.

Caraïbes

Barbade

Selon la Banque centrale de la Barbade, le pays aurait enregistré une croissance économique de 2,7 % g.a. au cours des neuf premiers mois de 2025, soutenue par le tourisme, l'agriculture, la construction et les services. Le marché du travail se serait renforcé : le taux de chômage serait tombé à 6,1 % fin juin, soit 1,6 point de moins qu'un an plus tôt. L'inflation est estimée à 0,5 % g.a en août 2025. Sur le plan budgétaire, l'État aurait dégagé un excédent primaire de 3,8 % du PIB et un

excédent budgétaire de 1,5 % du PIB. Le ratio dette/PIB aurait reculé de 2,9 points pour atteindre 100,1 % fin septembre. Le secteur financier serait resté sain, avec une baisse des défauts de paiement, une croissance modeste du crédit, des liquidités abondantes et des réserves de fonds propres bien supérieures au minimum réglementaire.

Cuba

Le gouvernement cubain a lancé son « programme pour corriger les distorsions et relancer l'économie », présenté le 24 octobre. Le document établit 10 objectifs généraux, plus de 300 lignes directrices et plus de 250 indicateurs, censés orienter le pays vers une « récupération économique durable ». Les priorités affichées incluent l'augmentation de la production nationale et des recettes extérieures, le développement de l'entreprise d'État socialiste en soulignant le rôle complémentaire des « autres acteurs économiques », ainsi que la modernisation du système énergétique. Le plan prévoit également des mesures plus controversées telles que la suppression progressive des subventions et services gratuits, la hausse des prix de l'électricité, de l'eau, du transport et du carburant, l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la création de nouvelles taxes routières, la réduction du financement public du logement et l'émission d'instruments monétaires pour réduire l'excédent de liquidités. Par ailleurs, la politique de dollarisation partielle se confirme, tandis qu'un nouveau régime de change devrait être mis en place prochainement, sans que le document n'en précise les modalités. Certains économistes jugent le programme ambitieux mais peu réaliste, pointant des objectifs macroéconomiques incomplets et un manque de précisions sur les sources de financement, les délais, et les mesures concrètes pour contenir l'inflation, corriger le déficit alimentaire ou résoudre la crise énergétique.

Haïti

Le 9 octobre, le conseil des ministres a adopté le budget général 2025-2026, d'un montant global de 345 Mds HTG (≈ 2,2 Mds EUR), en hausse de 6,8 % par rapport au budget rectificatif 2024-2025. Ce projet s'inscrit dans la continuité du programme de stabilisation macroéconomique engagé avec le FMI, visant à contenir les déséquilibres budgétaires et à réduire le financement monétaire du déficit. Pour la 7ème année consécutive, l'économie haïtienne s'est contractée, avec une nouvelle baisse prévue de -3,1 % en 2025 selon le FMI. L'institution financière projette que la croissance retourne en terrain positif en 2026 (+3,1 %) et en 2027 (+1,5 %). Toutefois ces estimations restent très incertaines. Le budget reposerait sur un taux de pression fiscale estimé à 4,4 % du PIB, traduisant la faiblesse persistante de la mobilisation des recettes internes malgré les efforts de modernisation du recouvrement. Le gouvernement prévoit de financer le déficit par une émission nette d'environ 29,2 Mds HTG (≈190 M EUR) de bons du Trésor, excluant tout recours au financement monétaire. Les dépenses prioritaires sont concentrées sur la sécurité publique et nationale, la réforme institutionnelle, la

préparation du processus électoral et la relance par l'investissement public. Néanmoins, la mise en œuvre de ces priorités demeure contrainte par les défis sécuritaires, la fragilité des institutions et la faible capacité d'exécution des programmes publics. A court terme, la soutenabilité budgétaire dépendra de la capacité du gouvernement à renforcer la collecte fiscale et restaurer la confiance des partenaires dans les finances publiques. En dépit d'une orientation budgétaire prudente, la faiblesse du tissu productif et la dégradation du climat sécuritaire continuent de limiter les marges de manœuvre pour une véritable relance économique.

Jamaïque

La Jamaïque pourrait avoir recours à l'obligation paramétrique contre les catastrophes naturelles de la Banque mondiale (« cat bond »), d'un montant 150 M USD, déclenchant ainsi un filet de sécurité financière inédit suite au passage de l'ouragan Melissa qui a durement frappé l'île. Selon le think tank américain l'Enki Research, l'ouragan Melissa aurait causé entre 5 et 16 Mds USD de dégâts. Ce nouvel épisode met à l'épreuve la stratégie jamaïcaine de gestion des risques climatiques, fondée sur plusieurs instruments : (i) un Fonds national de réserve pour les catastrophes naturelles, (ii) des facilités de crédit internationales, et notamment une ligne de crédit conditionnelle de 40 Mds USD auprès de la Banque interaméricaine de développement (BID) et, en dernier recours, le « cat bond » de la Banque mondiale, conçue pour faire face aux événements les plus extrêmes. L'année dernière, la Jamaïque avait déjà été durement frappée par l'ouragan Beryl, qui avait causé 352 M USD de dommages. Cet épisode n'avait toutefois pas suffi à activer le « cat bond », entraînant seulement le versement de 16,3 M USD par le Fonds d'assurance contre les risques de catastrophe des Caraïbes (CCRIF).

La pauvreté et les inégalités auraient reculé en Jamaïque ces dernières années, selon le dernier Poverty and Equity Brief de la Banque mondiale, publié en octobre. Cependant, les catastrophes climatiques, en particulier les ouragans, continuent d'alimenter des cycles d'insécurité alimentaire et de difficultés économiques. Le rapport souligne que les 40 % les plus pauvres auraient bénéficié de la croissance grâce à la création d'emplois, mais restent les plus vulnérables aux récessions, en raison du poids de l'emploi informel et peu productif. En 2023, environ 8,2 % de la population vivait dans la pauvreté, contre 11 % en 2019 selon la Banque mondiale. Cependant, fin 2024, plus de 30 % des ménages, et jusqu'à 57 % parmi les plus pauvres, auraient souffert d'insécurité alimentaire modérée à sévère. Les récentes tempêtes (ouragans Beryl en 2024 et Melissa cette année), menacent d'effacer une partie des progrès accomplis.

République Dominicaine

Le passage de l'ouragan Mélissa (catégorie 5) aurait engendré une interruption significative des activités économiques en République dominicaine, avec des pertes estimées à plus de 17 Mds DOP ($\approx$ 228 M EUR) par jour. Cette estimation traduit l'interruption de la production pendant environ 2,5 jours ouvrés dans 24 provinces (dont le District national). Les secteurs les plus touchés sont la consommation privée (estimée à - 50 %), le commerce de détail, la construction, l'hôtellerie-restauration et le transport. Selon un calcul de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD), l'économie aurait cessé de produire plus de 10,1 Mds DOP ($\approx$ 136 M EUR) par jour durant la suspension générale des activités productives. En parallèle, le Conseil national des commerçants et des entrepreneurs de la République dominicaine (Conacerd) a indiqué que les petites entreprises auraient soufferts d'une perte de 550 M DOP en raison des coupures de courants, des inondations urbaines et des dommages causés aux produits périssables. Les pertes de récoltes, elles, sont estimées à 1 Md DOP pour certaines rubriques agricoles, accentuant les pressions sur l'offre alimentaire et ouvrant à un risque de hausse des prix à court terme. Bien que l'économie dominicaine soit résiliente, cet épisode rappelle les vulnérabilités de son économie face aux chocs climatiques qui constituent un facteur de volatilité important pour la production, la consommation et les recettes publiques.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

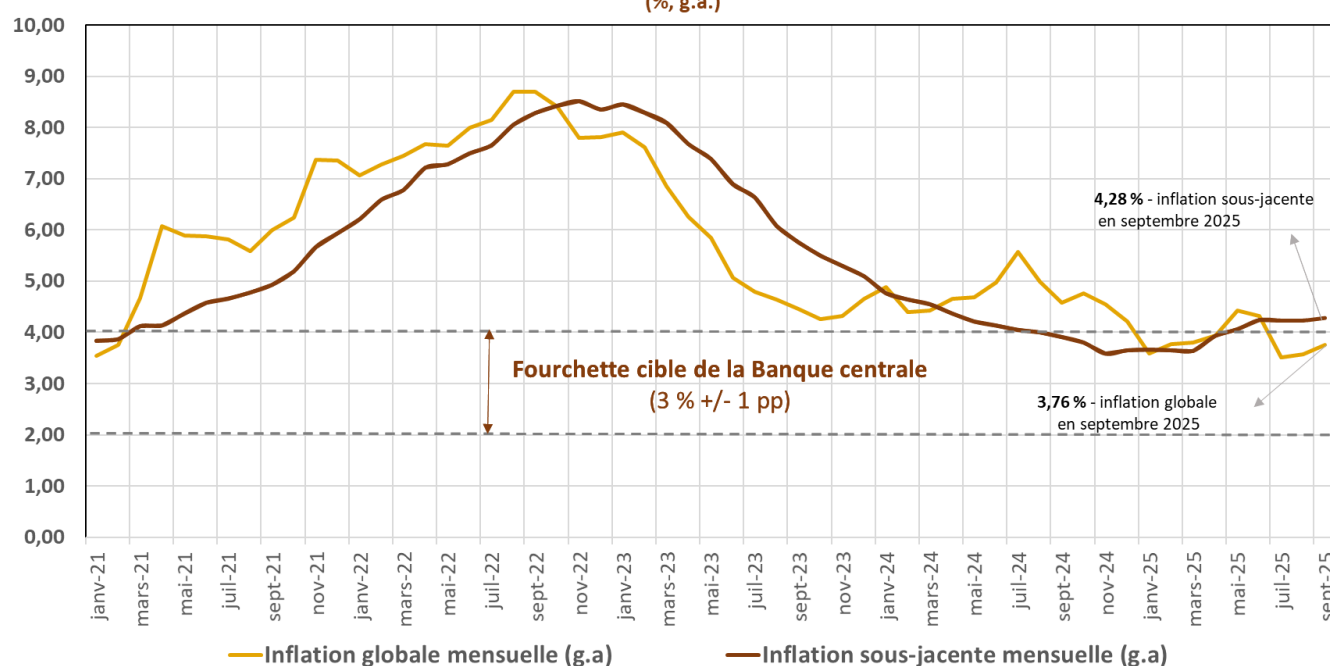
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,50%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)

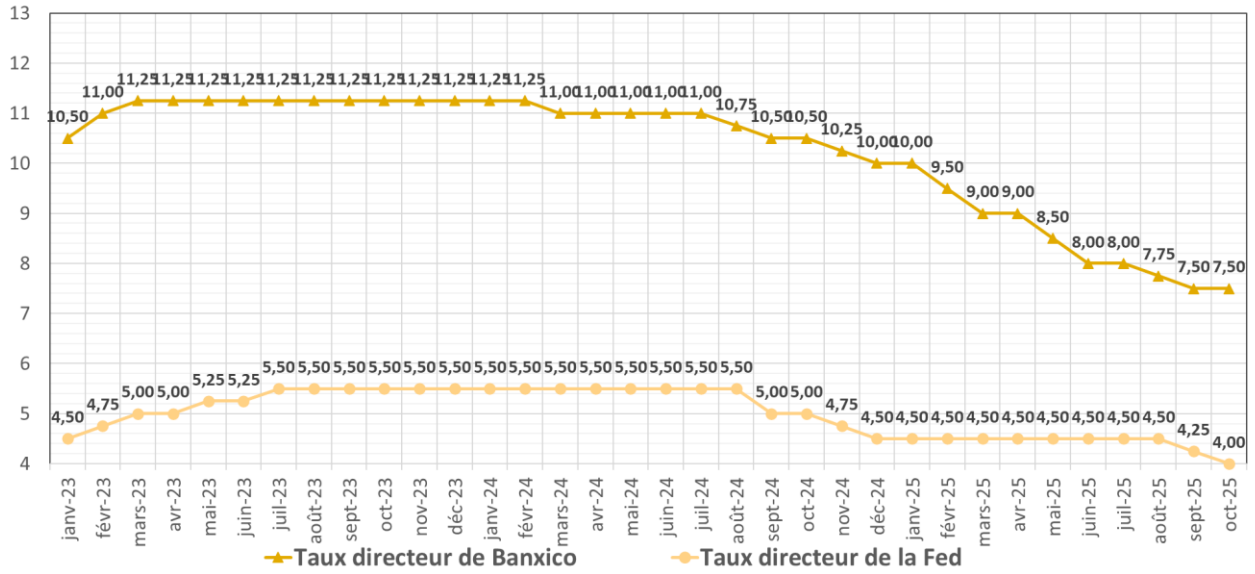


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350

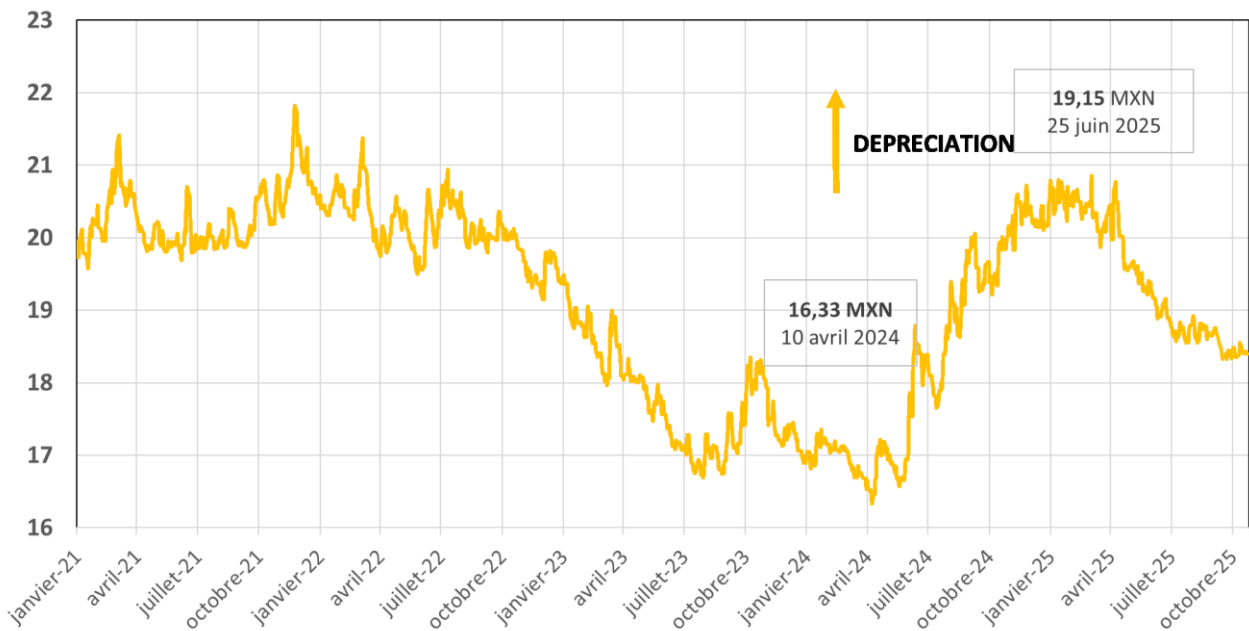
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

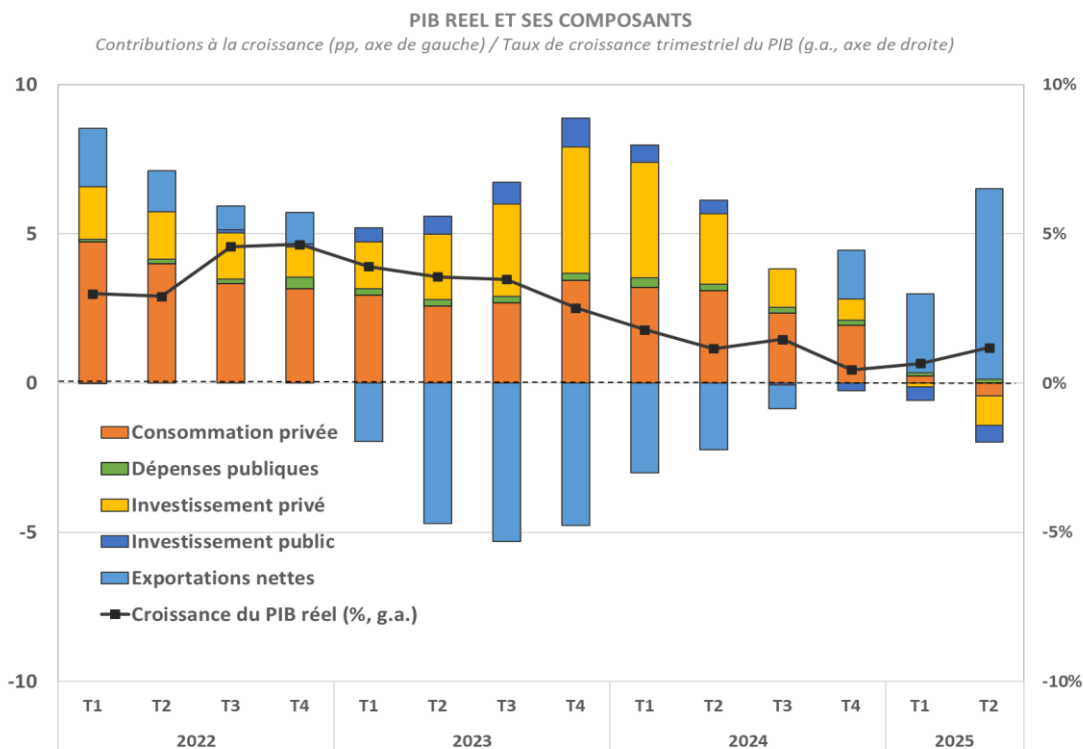


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

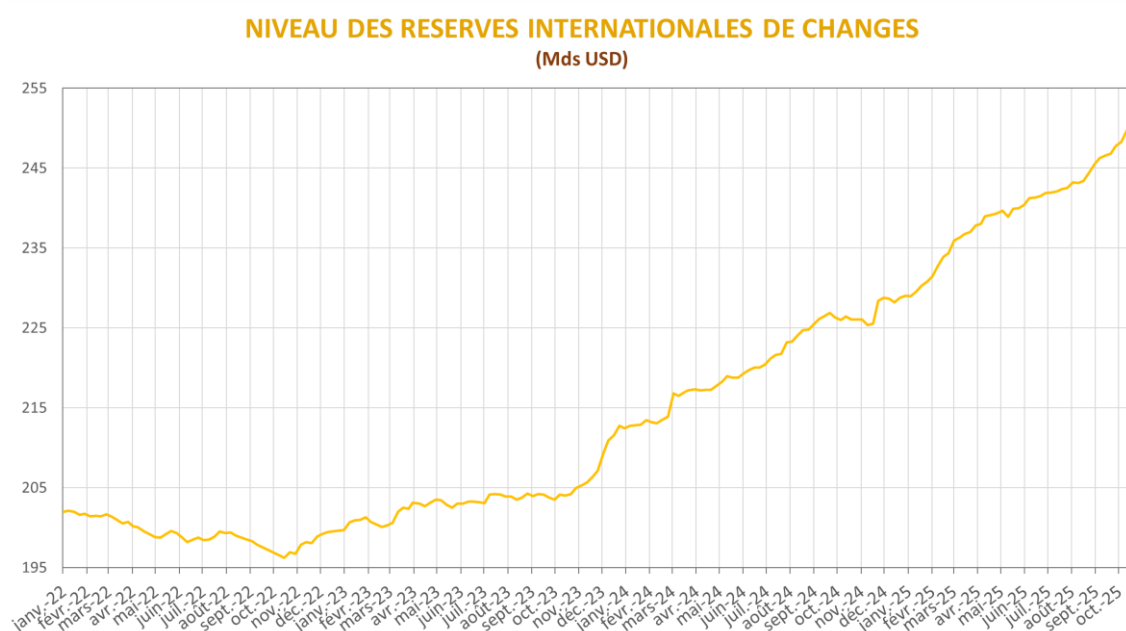
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr